

MESSAGE DE L'ENSEMBLE DES ORGANISATION SYNDICALES REFUS DE LA DESTRUCTION DE LA DRFIP 21

Jeudi 6 juin, les services de Bercy de M Darmanin ont envoyé à l'ensemble des directions régionales et nationales les cartes 2019/2022 de la **déconcentration de proximité** avec un communiqué vantant l'augmentation « des points de contacts » de la DGFIP à l'horizon 2022.

Il s'agit d'une véritable oeuvre de propagande visant à masquer l'équivalent d'un plan social massif à la DGFIP et sa destruction méthodique.

DESTRUCTION du maillage territorial actuel de la DGFIP qui permet un accueil généraliste tout au long de la semaine. En effet, le plan prévoit la suppression de 75 % des trésoreries ainsi que des fusions de services des impôts des particuliers et des entreprises.

PROPAGANDE parce que sont prévus de multiples "accueils de proximité" ponctuels en remplacement des trésoreries ouvertes à la population toute la semaine.

Ces accueils de proximité ne consisteront qu'en une simple permanence lors des périodes d'échéance des impôts.

De plus, il n'est pas fait état de l'ensemble des transferts et des suppressions/fusions de services à destination des particuliers et des entreprises qui, comme pour les trésoreries, supprimeront des guichets de proximité ouverts à la population toute la semaine.

Pour la Côte d'Or, cela aurait pour conséquences :

- La disparition de 16 trésoreries
- La disparition de 4 SIP (Services des Impôts des Particuliers) : de 6 à 2
- La disparition de 3 SIE (Services des Impôts des Entreprises) : de 5 à 2
- Diverses restructurations et créations de points de contacts, qui ne seront le plus souvent qu'une proposition de permanence une demi-journée par semaine au mieux !!!
- Impact sur 100 à 200 agents déplacés, sans parler du nombre de suppressions d'emplois à propos duquel notre direction refuse de communiquer
- et, par voie de conséquence, la mort annoncée de nombreux territoires abandonnés...

Une véritable destruction du service public fiscal au détriment des citoyens, abandonnant les moins riches, et pas seulement en milieu rural...

Un semblant de discussion, concertation, est annoncé par notre directeur jusqu'en octobre.

Les organisations syndicales de la DRFIP 21 ne cautionneront et n'accompagneront pas des projets qui vont mettre à mal notre administration, et qui n'ont pour but final que la suppression massive d'emplois. Nous rejetons totalement ce projet et proposons :

**à l'ensemble des élus et des citoyens, de faire savoir
en plus haut lieu leur refus d'une telle destruction,
par les médias, courriers, motions envoyés à :**
- Monsieur le Directeur de la DRFIP 21
1 Bis Place de la Banque, 21000 DIJON ou/et

**GDarmanin (Facebook et Twitter) et
gerald.darmanin@finances.gouv.fr**